Régionales : petites prises de tête entre têtes de liste

Cinq des neuf chefs de file ont débattu, hier soir, devant les caméras de France 3. À coups de chiffres contradictoires et, parfois, avec des formules toutes faites. Laborieux et soporifique.

Thierry Mariani et Renaud Muselier se sont opposés à coups de chiffres contradictoires.

(Captures d'écran F. V.)

Quelques questions de fond plus ou moins éludées par des candidats pas en forme. On pourrait résumer ainsi le débat parfois laborieux, souvent soporifique, qui a opposé hier soir cinq des neuf candidats aux élections régionales en Provence-Alpes-Côte d'Azur [1].

Interrogés par Nathalie Layani, Thierry Bezer et Philippe Boccara, chacun s'est efforcé de délivrer ses punchlines dans le décor de l'institut d'études politiques (IEP) d'Aix-en-Provence.

D'abord en réagissant au sondage publié le matin même *(voir ci-dessous)*. Un quart d'heure est consacré aux alliances réelles ou supposées. Renaud Muselier s'insurge le premier : « *Je ne suis pas soutenu par LREM,* s'agace-t-il. *J'ai réuni sur ma liste toutes les composantes politiques de la majorité régionale et de la majorité présidentielle.* »

Jean-Laurent Félizia refuse de dire s'il pourrait se désister au second tour : « *On met la charrue avant les bœufs, on obère le débat. À un moment donné, il faut regarder ce qui s'est passé en 2015 : le peuple de gauche devait être consulté. Ça n'a pas été le cas.* »

Thierry Mariani se gausse : « *Je n'ai pas ce problème, moi, je n'ai pas d'alliance à négocier au second tour. Les alliances, je les fais avec les électeurs dès le 20 juin. Ma liste ne changera pas.* »

Jean-Marc Governatori tente de placer une phrase giscardienne qui tombe à plat : « *Les élus n'ont pas les qualités de cœur qu'il faudrait.* » Noël Chuisano lève les bras : « *Les électeurs sont désorientés.* »

En effet. Et cela ne va pas s'arranger au fil des échanges. Il y a ceux qui se bombardent à coups de statistiques, comme Muselier et Mariani, disant crânement tout et son contraire – en matière de sécurité dans les transports notamment.

Ceux qui, comme Jean-Laurent Félizia ou Jean-Marc Governatori, estiment que « *du bon boulot a été fait, mais qu'on peut faire mieux.* » Les thèmes s'égrènent, les chiffres pleuvent. Lycées, économie, tourisme, culture : la vraie vie des citoyens est compressée sous la pression du chronomètre. Ce qu'on apprend ? Pas grand-chose. Sinon qu'il est très difficile de débattre à plusieurs et que les idées fleurissent mal sous les projecteurs.

LIONEL PAOLI
lpaoli@nicematin.fr

1. Noël Chuisano (Rassemblement de la droite républicaine, Debout la France), Jean-Laurent Félizia (Le Rassemblement écologique et social), Jean-Marc Governatori (L'Écologie au centre, Cap écologie), Thierry Mariani (Construisons la région de demain, Rassemblement national et Droite populaire) et Renaud Muselier (Notre région d'abord, Les Républicains).

Hervé Guerrera dénonce une « mascarade »

(Photo Frantz Bouton)

Hervé Guerrera, chef de file de « Oui la Provence », s'indigne de ne pas avoir été invité au débat. Le candidat régionaliste a invité ses partisans à se réunir, hier soir à 19 h 30, devant les locaux de *France 3 Provence* à Marseille « *pour protester contre la confiscation du débat démocratique par un service public de l'État.* »

« *Parce que nous refusons le diktat de France 3, parce que nous sommes attachés à l'égalité, à la transparence, à la démocratie, nous appelons tous les candidat.e.s qui partagent ces valeurs à ne pas se rendre à une invitation tronquée, biaisée, à ne pas se livrer à cette mascarade* », s'est indigné – en vain – la tête de liste.

Au sein de la chaîne publique, on justifie cette décision en invoquant des « *contraintes liées à la situation sanitaire* » d'une part, et des « *choix rédactionnels* » visant à garantir l'intérêt des échanges d'autre part.

« *Contrairement à l'élection présidentielle, où l'égalité du temps de parole est la règle, nous devons accorder aux candidats une durée d'expression correspondant à leur poids politique* », détaille un membre de la rédaction. « *Ce poids s'apprécie en fonction des résultats des élections précédentes, des sondages et de la vitalité de la campagne. Il aurait été difficile d'organiser un débat avec des intervenants qui s'expriment quinze minutes et d'autres deux minutes.* »

France 3 organisera un nouveau débat le jeudi 24 juin à 17 h 45 pour les têtes de liste qualifiées au second tour.

L. P.